La vocation explicite des partis communistes est d'être les agents d'une transformation sociale en profondeur: la révolution.

Dans uns prémiere phase de leus existence,les partis communistes ont proposé cet objectif avec une grande simplicité, du point de vue politique et théorique. Leur fonction historique c'était d'appliquer le modèle de la Révolution Soviétique, faisant de la révolution en Europe un processus général dont le point de départ était la prise du pouvoir par le parti, conçu celui-ci com une transposition du parti bolchevique.

Aujourd'hui,le problème se pose d'une manière radicalement différente. Les partis eurocommunistes demeurent en principe fidèles à la vocation révolutiomnaire, mais ils ont abandonné explicitement le mdèle bolchivique comme point de référence et aussi la notion de mouvement révoluitonnaire basé sur un parti-guide. Leur perspective révolutionnaire est axée sur les conditions spécifiques -- nationales et internationales -- de la lutte de classes dans les pays capitalistes développés . Le moteur de cette révolution est la mobilisation active d'une majorité plurale, dont les racines structurelles se trouvent dans le développement des sociétés capitalistes avancées.

L'eurocommunisme veut, donc, mantenir la tradition révolutionnaire initiale mais avec une rupture totale avec la forme et avec una parti substantielle du contenu de cette même tradition. Pour être des agents révolutionnaires dans les pays à capitalisme développé , c'est-à-dire,dans des conditions politiques, économiques et sociales qui n'ont rien à voir avec celles qui existaient au moment de leur naissance, les partis eurocommunistes doivent réaliser une révision profonde de leur tradition politique, idéologique et organisative, mais sans une une rupture complète avec les raisons historiques de leur formation comme partis.

Quels sont, donc,les aspects principaux de cette tradition? Quels sont les problèmes posés par la necessité d'un révision ?

I. LA TRADITION POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE DES PARTIS COMMUNISTES.

Je n'ai pas l'intention de développer longuement ce sujet, parce que je crois que les points de répere fondamentaux sont

assez bien connus. Je veux, tout simplement, rappeler les traits principaux.

Et tou d'abord je dois commenecer par rappeler que les partis communistes ont surgi historiquement à partir d'une scission du mouvement ouvrier international. Ils ne furent, pas, bien sûr, la cause de cette scission mais plutöt son effet. Mais il est certain que celle-ci est la question-clé qui demeure dans toute l'histoire du mouvement ouvrier: le problème de la scission et le besoin -- ou le refus -- dé la surmonter.

Les élements politiques de cette scission sont, à mon avis, les suivants: d'abord, une valoration specifique de la question de l'impérialisme, problème théorique et politique de longue portée qui conditionnait toutes les analyses de la prémière guerre mondiale et l'attitude du mouvement ouvrier international en face de celle-ci; deuxièmement, l'impact de la Révolution Russe de 1917, et je dis bien l'impact parce que c'est comme cça que la Révolution Russe fut perçue par une grande diversité de secteurs du mouvement ouvrier mécontents de l'attitude des grands partis socialistes dans la première guerre mondiale. Dans les premières années les aspects plus spécifiques de la Révolution Russe étaient mal connus et l'on percevait comme élement essentiel le fait de la réalite -- et donc la possibilité générale -- d'un rupture radicale avec le systéme capitaliste; troisièmement, les effets de la rupture elle-même, car il n'est pss vrai que la naissance des partis communistes fût une sorte de promenade triomphale suivie par les masses avec un grand enthousiasme. Je veux dire par là que les effets de la rupture furent trés divers: certains secteurs du mouvement ouvrier la voyaient com un pas en avant; d'autres, non moins importants et significatifs, étaient réticents ou tout à fait opposés.

Du point de vue de la théorie politique, je crois que les aspects les plus rémarquables sont les suivants:

A) Une exaltation de l'internationalisme comme anti-impérialisme. Cette exaltation était una base théorique fondamentale de la rupture et, en même temps, c'était le maillon de connection avec le grand mouvment de libération nationale anti-impérialiste qui commençait à se développer d'une façon originalle, à la suite

précisement, de la Révolution Russe.

B. Une théorie de l'Etat, prise presque intégralemtnt du Lénine de "L'Etat et la Révolution" et de "La révolution proletarienne et le rénegat Kautsky". Il es bien connu que cette théorie léniniste de l'État était une réduction de certaines réflexions génériques de Marx et Engels, avec comme élement central le concepte de "dictature du prolétariat" et la distinction radicale et irréconciliable entre la "démocratie bougeoise" et la "démocratie prolétaire". Cette conception réductive faisait de l'Etat un tout homogène au service direct d'une classe dominante -- dont les contradictions dmeurent en en deuxième plan -- et que l'on peu prendre par une révolution-assaut dirigée par un noyau d'avant garde, qui entraine une majorité, prend l'État, le détruit et crée un autre Etat ayant pour base la dictature du prolétariat.

C. Le concept du parti. Le modèle des partis communistes fut le parti bolchévique, conçu com une avant-garde formée par des révolutionnaires professionnels et organisée en termes presque militaires, avec une centralisation rigide des grandes décisions. Bien que elle soit nourrie essentiellement par la classe ouvrière, ce qui la caractérise est la fusion des révolutionnaires sortis du mouvment ouvrier avec des révolutionnaires qui proviennent -- non qui répresentent, mais qui proviennent -- de l'"intelligentsia", comme élement externe à uh mouvement ouvrier qui, livré à lui-même, n'est capable que de produire un mouvement tradeunioniste.

D. Un concept prédterminé de la révolution, celle-ci étant comprise com un assaut frontal du pouvoir. Cet assaut est l'oeuvre des masses populaires dirigées par l'avant-garde des révolutionnaires professionnels. Son but est de détruire l'Etat bourgeois et d'edifier sur ses ruines un État de type tout à fait nouveau, l'Etat de la dictature du prolétariat.

E. L'autodétermination des nationalités opprimées, comme un élement théorique moins fondamental mai qui defiendra par la suite trés important, non seulement en rapport avec le mouvement de líbération anti-imperrialiste mais aussi avec la question des nationalités dans les Etats capitalistes developpés.

L'évolution de ces élements théoriques fut conditionnée par le développement concret d-un modèle de socialisme tout à

fait spécifique et nouveau. Jusqu'à là, le concepte de socialisme était une aspiration générique. Des grandes catégories s'étaient établies -- socialisation des moyens de production, etc. -- mais on ignorait tout des conditions de leur réalisation pratique. Le modèle concret, réel fut edifié en U.R.S.S., mais non comme un modèle achevé mais comme un ensemble de réponses ponctuelles et immédiates à des prblèmes conjoncturaux. C'est qui est important cèst que le mddèle soviétique, qui découlait des réalités historiques trés specifiques et qui n'était pas proprement parler, un mddèle, fut transporté à d'autres réalités, à d'autres situations et fut transformé en un modèle abhevé, le modèle proprement dit, théorique et pratique de ce que l'on voulait obtenir et édifier avec la révolution socialiste. Il devint le modèle géneral du mouvement communiste international.

L'isolement international de la Révolution Russe, l'échec de la révolution internationale selon le modèle soviétique, la necessité de changer cette perspective internationaliste par la réalité du socialisme en un seul pays furent des facteurs décisifs qui changèrent la perspective initiale.

Aussi, la solidarité avec le seul Etat socialiste existant -- L'URSS - devint la pierre de choc de l'internationalisme "proletárien", et les partis communistes changèrent leur condition d'agents d'une révolution bolchevique internationale et devinrent des instruments avancés de défense de l'Etat bolchevique en "territoire ennemi".

Comme una conséquènce de tout cela, l'aspect national de la lutte de classes disparut de l'analyse et de la pratique ou bien fut subordonné a l'intéret plus géneral de la consolidation du seul noyau socialiste existant. L'internationnalisme devint la soumissio a une stratégie définie depuis un centre unique. La tactique politique de chaque parti communiste était subordonnée a l'objectif international suprème, et celui-ci était identifié avec les intérets concrets de l'Etat soviétique.

Naturellement, l'Etat soviétique lui-même fut idealisé. Les bolcheviques n'agissaient pas à partir d'un modèle, mais au fur et à mesure des exigences et des problèmes concrets. Ils abordaient les problèmes de la construction du nouvel Etat à mesure qu'ils les

rencontraient; leur théorieavait prévu centainement les aspects les plus généraux du problème, mais elle ne donnait pas de réponse concrète aux multiples aspects de la nouvelle situation. Et la construction d'un système nouveau -- qualifié de "socialisme" -- sur une base trés pragmatique, était idealisée par les partis communistes, qui voyaient en elle une construction universellement valable, avec des lois de validité générale, c'est-à-dire, non com un modèle de socialisme mais bien comele modèle lui-même.

Cette situation fut modifiée par les evénements d'hne histoire complexe qui, aprés la grande crise mondiale de 1929, donna lieu au nazi-fascisme, aux fronts populaires, á la II Guerre Mondiale, à la transformation des partis communistes occidentaux en des trés grands partis de masses enracinés dans la realité nationale, à la guerre froide aprés la partition dum monde en grands blocs, à la Revolution Chinoise, aux mouvements de libération nationale, à la Révolution Cubaine, du devéloppement capitaliste des années 60 et, finalement, a la crise de 1968, qui fut en même temps crise du système capitaliste et crise du système de socialisme réel, depuis la rupture entre l'URSS et la Chine jusqu'à l'invasion de la Txécoslovaquie.

Je ne veux pas faire ici l'histoire de ces années décisives. Je rappelle, tout simplement, les grands faits pour définir une sorte de toile de fond qui explique l'évolution des partis communistes et la transformation non seulement des données historiques de leur apparition mais aussi des donnés théoriques initiales.

II. LES BASES THEORIQUES DE L'EUROCOMMUNISME.

Il y a une tradition du mouvement communiste et le fait caracteristique de l'eurocommunisme -- et aussi sa contradiction la plus importante -- est qu'il veut surmonter cette contradiction sans rompre tout à fait avec elle.

Il est evident que l'eurocommunisme ne prétend pas retourner au tronc commun de la II Internationale pour la simple raison que ce tronc commun n'existe plus. Depuis 1917, des grands

changements ont eu lieu qui ont affecté aussi bien les communistes que les socialistes.

Si les communistes ont une tradition, les socialistes aussi. La guerre froide, les grands blocs, les grands mouvements révolutionnaires mis en marche par la Révolution Russe, etc. ont laissé aussi des profondes traces sur la tradition socialiste et ont obligé les partis socialistes à chercher, eux aussi, des voies nouvelles. C'est pour cela que parler aujourd'hui du vieux tronc commun n'a pas beaucoup de sens.

En tout cas, l'eurocommunisme veut assummer tous les aspects positifs des grands changements survenus aprés la Révolution Russe, sans se laisser entrainer par les élements négatifs de ce processus. Le problème est, en tout cas, de savoir si on peut atteindre ce but.

Tout de même, le sujet de mon analyse est un autre. Plus concrétement, il s'agit de définir les changements que l'eurocommunisme implique dans le domaine stricte de la théorie politique, par rapport aux donnés théoriques initiales. Ces changements sont, à mon avis, les suivants:

Tout d'abord, je crois que l'eurocommunisme porte en lui-même une <u>nouvelle considération de l'internationalisme.</u> Celui-ci ne peut être dejà défini comme uns simple solidarité avec le modèle soviétique. Et cela non seulement parce que l'URSS est la tête d'un des grands blocs politiques et militaires, mais aussi parce que le modèle soviétique lui même est innaceptable. Le stalinisme n'a pas eté une simple déformation, une erreur due au culte de la personnalité. Il a eté un système et l'eurocommusme ne veut pas l'assumer comme tel.

Le nouvel internationalisme doit avoir comme base les nouvelles réalités historiques, c'est à dire, les élements et les facteurs réels de la lutte contre l'impérialisme aujourd'hui. On ne peut plus admettre les critères fermés ni les réductions dogmatiques. L'ensemble des forces réelles ou potentielles de l'anti-impérialisme ne se limite pas, et de loin, aux partis communistes. Plus encore, beaucoup des changements révolutionnaires les plus profonds de ces dernières années on eú comme protagonistes d'autres forces. Je veux rappeler les cas de Cuba,

de l'Algerie et du Nicaragua comme des exemples assez significatifs. Tous les grands changements révolutionnaires posterieurs à la Révolution russe ont suivi des chemins propres, différents du russe.Il faut donc savoir trouver les bases d'un nouvel internationalisme.Et le rôle des Partis Communistes consiste à jouer un rôle --parmi d'autres facteurs-- pour que ce nouvel internationalisme puisse devenir une force opérationnelle de lutte contre l'impérialisme.

Un autre élément consubstantiel à l'eurocommunisme est le refus de la division du monde en blocs. L'eurocommunisme s'est développé dans une zone du monde soumise au pouvoir de l'impérialisme américain, et il représente une forme de lutte contre celui-ci. Mais il n'est pas ce facteur de lutte antiimperialiste en fonction du modèle politique et social représenté par l'autre bloc. Par conséquent les partis communistes ne peuvent ni ne veulent être la prolongation ou la représentation d'un bloc au sein de l'autre bloc. Et eeci non seulement à eause de la crise d'un eertain modèle traditionnel, mais parce que ce serait accepter simplement la disparition de la dimension nationale de la lutte des classes. Autrement dit: si l'on accepte la logique des blocs militaires, et si les Partis Communistes de l'Occident sont conséquents avec cette logique, il ne leur reste plus que deux possibilités pour acceder au pouvoir politique: ou bien la victoire militaire du bloc socialiste sur le bloc impérialiste, ou bien un accord au sommet entre les deux superpuissances. Le premier cas est impensable, car il implique une guerre mondiale. Le deuxième eas n'est pas impossible dans une perspective purement théorique. Mais il l'est dans le domaine du concret, car cela implique non seulement la disparition des Partis Communistes en tant que partis nationaux, mais aussi celle de tous les partis

et mouvements progressistes en tant qu'instruments de lutte, de mobilisation et de participation populaires. La lutte des classes dans chaque pays, à l'echelle nationale, serait pratiquemnt liquidée ou bien elle serait transformée en un élément totalement secondaire, puisqu'elle ne serait plus le facteur principal de transformation sociale.

Un autre élément non moins essentiel est la transformation du modèle de parti. Le modèle de parti bolchévic, défini dans ses grandes lignes par Lenine(mais structuré par Staline et identifié par lui à l'Etat lui-même), est évidemment non viable. Mais il ne s'agît pas ici non plus de partir de zéro. Je crois que le nouveau modèle de parti est né dans la pratique depuis les années 30 et suttout dans l'après guerre mondiale(1945), avec des resultats très inegaux d'un pays à l'autre. L'idée centrale est eelle de parti de masse,mais cela pose plusieurs problèmes: jusqu'à quel point un parti de masse peut-il continuer de se baser sur le centralisme démocratique?, et jusqu'à quel point un parti de masse peut-il ignorer l'existence de tendances et de courants divers en son sein?

Le centralisme démocratique est une méthode efficace, mais déliaate. De qu'on appelle aujourd'hui le centralisme démocratique n'est plus ce qu'il était dans le parti bolchevic. Il s'agit d'autre chose, d'une méthode assez pragmatique pour unifier les diversités politiques existentes dans un parti de masse en une seule direction politique, pour que le parti, en somme, agisse comme un seul parti et non comme plusieurs à la fois. Dans la pratique les choses se passent parfois différemment, parce que les situations varient et à cause des contradictions internes au propre parti.

Le centralisme démocratique ne peut subsister que s'il est apliqué avec souplesse et si , à la fois, il permet une grande autonomie de fonctionnement a un réseau important de centres intermediaires de décision. Et pour cela il est indispenssable d'assurer un authentique travail collectif et una participation massive des militants à la discussion et à l'execution des tâches. En tout cas, sur cette question, il me semble que nous sommes encore à cheval entre le passé et l'avenir.Le centralisme démocratique est aujourd'hui une méthode plus pragmatique que doctrinaire, semblable à celle qui est utilisée dans les autres partis politiques.Le problème central est toujours celui de garantir qu'un gran nombre de personnes agissent à l'unisson tout en gardant leur diversité, et à ce jour ce probleme est toujours posé.

Un autre imératif est celui du dépassement du modèle bolchévic de Révolution. On dit souvent que la prise du Palais d'Hiver n'est plus faisable. Le concept de révolution proposé par l'eurocommunisme se reconnait bien d'avantage dans la notion de "revolution de la majorité" du vieux Engels, mais bien que très stimulante, cette notion pose aussi un certain nombre de problèmes. Qui sont les sujets du procéssus revolutionnaire?, qui est la majorité et contre qui doit elle lutter?, et, qui est exactement l'adversaire?

Pendant longtemps ces problèmes ont trouvé dans les PC une solution simpliste: le sujet de la révolution est la classe ouvrière avec ses alliés(paysans, intellectuels,etc).L'adversaire, la bourgeoisie et son Etat.Il fallait donc s'emparer de l'Etat, le detruire et en construire un autre, sur un pouvoir de classe différent.Mais ce modèle à plusieurs défauts: son simplisme, ses apriorismes, son détahhement de la realité concrète. Le sujet politique dans les sociétés

capitalistes développées est beaucoup plus complexe. La classe dominante l'est aussi. L'Etat moderne ne peut plus se reduire à la condition abstraite d'un appareil homogène au service d'une classe. La révolution n'est pas une simple prise de pouvoir, mais un processus qui s'étend dans le temps et dans l'espace et qui exige des conditions sociales et politiques qu'aucun parti ouvrier ne peut réaliser de par lui-même.

Cela exige, entre autres choses, une nouvelle formulation de la théorie de l'Etat.

L'analyse des contradictions entre les classes et couches dominantes est une condition fondamentale de toute nouvelle élaboration sur la théorie de l'Etat. Parler toujours de "bourgeoisie", sans plus, n'a pas beacoup de sens. Il faut plutôt parler de "bourgeoisies", de "classes dominantes", et cela tant au niveau interne qu'au niveau international. Voilà un aspect que la théorie marxiste de l'Etat a considerablement élaboré dernièrement et je ne m'y étends pas(1). Il faut parler de secteurs et de fractions des classes dominantes, voir les contradictions entre elles, valoriser davantage l'aspect national de la structure ou de la classe considérée.

En fonction de tout cela je crois qu'il faut relativiser le concept de"Etat bourgeois". Dans l'Etat que nous qualifions de "bourgeois" il existe des éléments qui ne le sont pas et même des éléments qui peuvent être utilisés pour modifier son caractère de classe prédominant. Parmi les valeurs atribuées à l'Etat bourgeois --par exemple les valeurs constitutionneles-- il en est plusieurs qui ne sont pas issues précisement de la bourgeoisie, et qui ont été conquises après de longues luttes(le droit d'association ou de grève, par exemple), et qui par conséquent ne sont pas partie du système de valeurs de la bourgeoisie.

Le thème des libertés démocratiques ne peut pas se resoudre sans plus par le biais de la distinction entre "libertés formelles" et "libertés reèlles", les premières étant celles de l'"Etat de la bourgeoisie". Il à des implications beacoup plus complexes. Ceci nous amène à poser d'emblée une des conclusions qui découlent en toute logique du thème. Je parle de la relation entre le concept de réforme et celui de revolution. Ce raport a été simplifié à l'excés depuis les jours de la II Internationale(il suffit de se rappeller de certains textes de Rosa Luxembourg)et devint un sujet tabou sous la III Internationnale. Il le reste encore dans certains secteurs importants des Partis Communistes.Je crois qu'une simplification de la question ne resout rien.Il faut trouver un nouveau lien entre ces deux grands cocepts, car autrement les programmes (politiques) basés sur l'idée de révolution de la majorité manquent de sens.

III.- Concept de "Révolution dans la majorité" et la théorie de l'Etat.

A ce point, il faut préciser eertains aspects de ee concept, qui vient d'Engels lui-même(2). Dans l'introduction à l'édition de 1895 de "Les luttes de classe en France" de Marx, Engels écrit: ..."les institutions de l'Etat dans lequelles s'organise la domination de la bourgeoisie offrent de nouvelles possibilités à la classe ouvrière pour lutter contre ces mêmes institutions..." .Plus loin il dit:",..l'époque des attaques par surprise, des révolutions faites par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes est passée.Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation sociale, les masses doivent intervenir directement, et doivent avoir compris par elles-mêmes de quoi il s'agit,

porquoi elles donnent leur sang et leur vie... et pour que les masses comprennent ce qu'il faut faire, le travail doit être long et persévérant". Engels touche aussi la question du suffrage universel et dit que les ouvriers allemands ont "transformé le suffrage universel de moyen de tromperie, ce qu'il avait été jusq'à ce moment, en outil d'émancipation".

On purrait croire à une pensée conjoncturelle du vieux Engels ,mais je crois qu'il y a là una ligne de pensée qui va plus loin.La citation d'Engels signifie que les masses n'interviennent pas <u>après</u> qu'une minorité ait ouvert la voie, et que pour que les masses comprènent il ne suffit pas de faire un travail de pédagogie politique. Il s'agit d'un travail d'organisation, de coordination des mouvements de masse à partir de leur conditions spécifiques d'existence.D'autant plus que les masses populaires sont loin d'être uniformes en elles-mêmes.

Pensons par exemple à la situation actuelle de la classe ouvrière. Seulement à un niveau très générique, sur un plan coneeptuel, on pourrait parler aujpurd'hui de la classe ouvrière comme un tout politique et socialement homogène. Elle est diversifiée, tant dans ses structures que sur le plan de ses conceptions idéologiques.Elle est diversifiée aussi sur le plan supranational.Unifier par exemple la classe ouvrière sur le plan politique et syndical est une tâche de longue portée, qui ne pourra aboutir qu'à partir du pluralisme actuel et en respectant ce même pluralisme.

Si la classe ouvrière, sujet principal mais non unique de la révolution de la majorité est diversifiée, les autres secteurs composant cette majorité le sont bien davantage.On parle de majorité parceque l'on croit que les contradictions de l'accumulation impérialiste ont crée une diversité de sujets sociaux qui peuvent coincider

sur des positions antiimpérialistes. Mais le problème de fond de la révolution de la majorité est de savoir comment affronter eette diversité de sujets sociaux pour en faire un corps opérationnel. C'est à dire, comment en faire une vraie majorité politique active, capable d'entreprendre une tache de transformation sociale radicale des fondations de l'ordre eapitaliste.

Le problème du rôle des partis politiques ouvriers et populaires est étroitement lié à ce thème des sujets de la révolution de la majorité. Si la majorité est plurielle par définition, le resultat doit donc l'être aussi. Le pluralisme idéologique est donc un élément-clef dans la formation et la consolidation de cette majorité. Le rôle des partis qui se disent révolutionnaires doit être de contribuer à la consolidation de cette majorité plurielle et pluraliste. Plus précisement, le rôle d'un parti communiste n'est plus d'être l'avant-garde unique, mais une --la plus dinamique, la plus active, la plus unitaire si l'on veut--parmi d'autres. En observant le panorama européen actuel, il est facile de voir que dans beaucoup d'eddroits il ne sera pas l'acteur principal du changement.

On a eu parfpis tendance à presenter le concept de révolution de la majorité dans des termes exclusivement electoraux. Par exemple, lorsqu'on dit qu'on ne peut pas aller au socialisme avec seulement 51% des voix. Ceci parait évident Mais on ne peut pas y aller non plus avec une majorité electorale plus large s'il s'agit seulement de cela. Derrière eette majorité exprimée electoralement il doit y avoir une majorité politiquement et socialement opérative à tous les niveaux.

Mais il y à une autre question. Quand je dis que eette majorité doit savoir contre qui, contre quel Etat elle se bat, je peux donner l'impression que je demeure fidèle à la vieille conception de L'Etat.

La majorité dont je parle ne peut se forger en dehors de l'Etat, qui n'est pas une forteresse entourée par l'ennemi, qu'il faudrait prendre d'assaut. Il n'y a pas de vie politique en marge de l'Etat, comme il n'y a pas d'organisation de la classe ouvrière(ni autre) en dehors de l'Etat, en dehors des appareils et des institutions qui constituent l'Etat.La majorité comme sujet de la révolution ne peut se constituer que dans l'Etat.Pour cette raison, le combat contre l'Etat dont je parlais auparavant est plus complexe qu'il ne parait. A ce point, le problème de la relation entre réforme et révolution prend toute sa dimension.

Dans ce contexte, la question des libertés devient un concept clef. Il n'y a de possibilité de forger une majorité qu'a partir de situations de pluralisme, dans une société qui ná pas de limites précises par rapport à l'Etat.Et cela pourra s'exprimer seulement si les libertés démocratiques sont conservées et élargies, a fin d'assurer la participation de tous les secteurs potentiellement intégrables dans la majorité.

Je crois qu'il est impossible de continuer à travailler avec la notion abstraite d'Etat; l'Etat est une realité concrète qui a une existence reelle sous la forme d'un ensemble d'appareils et d'institutions qui se sont formés historiquement à un ritme inégal, et qui son perméables de façon inégale aux effets de la lutte des classes. Dans chaque processus révolutionaire, dans chaque definition stratégique et tactique on doit agir avec l'Etat concret qui est devant nous. On doit être capable de voir ses contradictions, celles qui existent entre une institution et une autre, et entre elles et les classes dominantes, les contradictions au sein de celles-ci, et même à l'interieur des classes dominées qui doivent constituer la nouvelles majorité transformatrice,etc.

Si l'on reste cantonés sur une vision abstraite de l'Etat, il ne nous reste à la longue d'autre ligne d'action que celle de l'assaut frontal pour vaincre et pour constituer sur des ruines quelque chose dont on ignore presque tout, à moins de penser qu'on veut simplement importer un modèle d'autres pays qui ont fait une révolution sociale. Et ceci est précisement ce que l'eurocommunisme refuse.

Je voudrais mentionner ici, bien que très rapidement, un thème capital. Dans la conception traditionnelle de l'Etat, il y a toujours eu implicitement ou explicitement l'idée de la discontinuité. On a pensé que tout Etat peut être remplace par un autre, resultat d'une action révolutionnaire, sur des bases absolument nouvelles. Je crois que cela découle d'une vision schématique de l'histoire. On a tendance à croire, par exemple, que la Révolution Française de 1789 signifia une rupture radicale avec l'Etat de la Monarchie Absolue, ou que la Révolution Russe de 1917 detruisit complètement l'Etat tsariste et en créa un autre de nouveau. En realité ce n'est pas exact. I l y a toujours un élément de continuité. Marx lui- même le signalait avec préocupation dans son "18 brumaire", quand il constatait qu'après chaque Révolution, l'Etat se renforçait. Ceci est particulièrement visible dans le renfordement de l'appareil administratif centralisé et dans l'elargissement de la eapacité d'intervention de l'ensemble des appareil d'Etat, et même au-dela.

On peut appliquer cela, toutes precautions prises, au eas de la relation entre l'Etat tsariste et l'Etat soviétique, après 1917. Les pathétiques appels de Lenin, a la fin de sa vie, contre les excés de la bureacratie, que signifiaient-ils? Ils voulaient dire que l'Etat que les bolchevics étaient en train d'edifier maintenait beaucoup de traits de l'Etat antérieur, à côte des aspects nouveaux.

Pensons par exemple aux eadres militaires et administratifs du tsarisme qui nourrirrent l'armée rouge et l'administration soviétique. Et non seulement ceci. Il y avait aussi les mentalités, les inerties, des habitudes collectives qui ne pouvaient être changées du jour au lendemain, et encore moins à partir d'une attitude jacobine (3). Et quand Boukharine, également dans les dernières années de sa vie, se préoccupait du developpement monstrueux de l'Etat, et parlait des dangers d'un Etat édifié selon les conceptions politiques et économiques de Staline, il constatait eette continuité de mentalités et de formes d'action qui accusaient les bureaucrates soviétiques d'agir exactement comme ses homolggues du tsarisme(4). Je pense que même dans l'idéologie soviétique on peut perevoir une pénétration de l'idéologie qui servait de support au tsarisme.On peut difficilement s'expliquer autrement des choses comme la rigidité hiérarchique dans les organes dirigeants soviétiques. Une reflexion similaire porrait être appliquée au cas de la Chine.

En conclusion de ce paragraphe je veux insister sur deux aprécia-cions. La première est qu'il me parait absolument néeessaire de poser de nouveau le problème de la relation entre réforme et révolution, en laissant de côté d'une fois pour toutes les tabous qui entourent ee sujet.Dans nos sociétés actuelles ils est impossible de continuer de poser ce problème en des termes mutuellement excluants, à partir d'une division qui apparait comme artificielle.

La deuxième est qu'il faut se reposer le problème qui est à l'origine même des partis communistes. Surgis d'une scission du mouvement ouvrier, la neeessité prioritaire est la recomposition de l'unité de eelui-ci , pour eux comme pour les autres partis ouvriers, socialistes ou socialdemocrates.

Il est impossible de penser une transformation socialiste de la société avec le mouvement ouvrier divisé. Il est impossible d'avancer vers le socialisme avec un mouvement ouvrier incapable d'agglutiner d'autres secteurs de la societé en une majorité révolutionnaire. Le dépassement de cette division du mouvement ouvrier se fera donc sur des bases nouvelles, a partir de la convergence des diverses composantes de ce mouvement.

C'est une responsabilité des communistes et des socialistes, et en général de tous les partis qui encadrent politiquement et idéologiquement le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés. Pour cela, la logique ultime de l'eurocommunisme consiste à disparaitre, à se fondre en une nouvelle unité du mouvement ouvrier, plurielle et certes contradictoire, mais ouverte sur l'avenir.

IV.- LE PARTI, LA SOCIETE POLITIQUE ET LA SOCIETE CIVILE

Si la révolution ne peut être conçue que comme un processus, si l'Etat n'est pas un tout homogène, si l'agent de la révolution est une pluralité de sujets qui doivent constituer une majorité, il est clair que la fonction même d'un parti communiste, comme outil de transformation sociale, prend un nouveau sens.

Dépassée la notion de parti- avantgarde qui ouvre la voie aux masses, le parti eurocommuniste doit être un instrument de dynamisation et d'organisation des masses populaires, un élément d'intervention dans les institutions publiques, dans les structures de l'Etat. C'est, en somme, la tache que dans les programmes politiques des communistes espagnols apparaissent sous la notion de "parti de lutte et de gouvernement"".

18

Ce concept exprimer, cependant, exprime une contradiction que les partis communistes ne sont toujours pas en condition de résoudre dans la pratique. En tant que partis de gouvernement--par exemple en ce qui concerne les autonomies et les municipalités--ils courent toujours le risque de devenir des simples gestionnaires, c'est à dire les agents d'une gestion plus rationnelle d'un système qu'ils contribuent ainsi à consolider et non à transformer.

De plus, la dynamique même de l'Etat contemporain peut les amener à jouer un rôle inattendu: être les premiers et plus ardents deffenseurs de l'Etat vis-à-vis du double danger d'une involution autoritaire et de la décomposition anarchique. Ainsi, devant l'offensive du terrorisme les communistes peuvent se trouver devant une situation très complexe, puisque non seulement le terrorisme a tendance à reduire la lutte politique à un affrontement entre deux minorités armées, avec une totale marginalisation des masses, mais il tend aussi à reduire la marge de manoeuvre des forces progressistes pour la réforme démocratique des appareils d'Etat.

Dans la mesure ou ces forces--et tout d'abord les communistes--ont besoin de vaincre le terrorisme pour réintroduire le protagonisme des masses dans la vie politique, elle peuvent se foir forcées de renforcer l'appareil coercitif de l'Etat sans pour autant avoir la possibilité d'y introduire des éléments de réforme démocratique. Telle est la préocupation fondamentale des communistes dans leurs discussions sur les mesures antiterroristes.

Mais celle-ci n'est pas la seule contradiction. Dans un système démocratique, les partis constituent les canaux principaux de séléction des dirigeants politiques à tous les niveaux. Les partis de la droite ne font pratiquement que cela, à quelques exceptions près.

19

Les partis communistes, sous la pression éléctorale par exemple, peuvent tomber dans cette pratique, qu'ils nient dans la théorie.

Etant donné que les militants ouvriers ont un domaine d'action privilégié qui est le syndicat, il existe le danger que le parti se soudivise de fait en trois: le parti public(les députés, maires, conseillers municipaux,etc);le parti strictement syndical et ses dirigeants ouvriers; et le parti organique des dirigeants et de l'appareil.

Toutes ces contradictions ne sont que des manifestations du problème de fonds que rencontrent les partis qui se reclament de l'eurocommunisme:la nécéssité d'être des instruments de transformation dans la societé civile et dans l'Etat en même temps,dans une structure sociale qui n'admet pas de compartiments étanches ni de séparations, mais qui en même temps produit des dynamiques differentes .

Ces contradictions ne peuvent être surmontées que si l' axe de l'activité des partis politiques se situe dans la lutte pour obtenir l'intervention organisée des masses dans la politique. Ceci signifie non pas l'affaiblissement de la société civile mais son renforcement. Cela implique aussi que l'Etat doit être non pas detruit mais renforcé par des réformes démocratiques qui le rendront plus receptif à la participation des masses.

Les partis communistes doivent être à la fois des instruments de défense des interêts populaires vis-à-vis de la crise et des agressions de la droite, mais aussi des instruments offensifs pour la modification des structures de l'Etat, pour surmonter la crise par l'introduction d'éléments de socialisme dans le domaine économique et pour organiser un tissu social que la crise du capitalisme tend à detruire.

Il s'agit, en somme, de nonjuger la défense et l'impulsion de la démocratie représentative par le developpement de toutes les formes de démocratie de base et par la lutte pour un nouveau système économique et social dans un vaste cadre qui va des entreprises jusqu' aux institutions.

Ceci implique que les PC doivent être ouverts à la multiplicité d'initiatives qui ~~puissent~~ peuvent surgir de cette nouvelle majorité potentielle. C'est à dire que l'action politique du parti communiste ne peut pas viser une identifiaation générale entre le citoyen isolé et les positions du parti lui-même.

Pour rendre possible cette révolution de la majorité, qui est au centre de la stratégie eurocommuniste, il est indispensable que les ~~gens~~ citoyens puissent s'integrer dans un vaste reseau d'organisations sociales, comme les syndicats, les associations de quartier, de parents et d'élèves, paysannes, ecologistes, culturelles, etc., qui ont, chacune d'entre elles, leur propre base d'action spécifique et leur propre entité.

La tache des PC n'est pas de se substituer ou d'instrumentaliser ces mouvements, ni de les onncevoir comme l'arrière-garde d'une avantgarde dont le PC est la pointe, mais bien de donner un impulsion a ce mouvement associatif multiple et de proposer des synthèses politiques capables d'unifier les differentes iniciatives. Le rôle du parti est, en somme, d'unifier les propositions progressives surgies de ce large mouvement de masse et contribuer à ce que il culmine en une majorité politique capable de conduire la transformation des appareils et des institutions de l'Etat.

Tout ceci comporte des exigences de reflexion théorique, de pratique

prganisationnelle et de rapport avec l'ensemble des forces politiques et sociales que les ~~RX~~ PC européens ne sont ~~pas~~ en mesure d'assumer qu'en partie seulement.

Ce qui parait être aujourd'hui au premier plan serait plutôt le contraire: le besoin d'établir des mécanismes déffensifs vis-à-vis de la droite et de l'Etat autoritaire. La nouvelle guerre froide et le raidissement des blocs ~~xxxxxxxxx~~ politicomilitaires exercent une forte pression sur les partis communistes et socialistes, et tend à les repousser sur les positions du passé.

La question ~~xxxxx~~ reste ouverte, et elle conditionne aujourd'hui l'analyse théorique . On peut avancer que cette recherche ne sera ni facile ni linéaire, et qu'il sera nécéssaire ~~de xxxxx~~ développer un appareil conceptuel plus riche et plus ouvert.

JORDI SOLE TURA

Barcelona, octobre 1981.

NOTES

1.- Rappellons simplement l'œuvre importante du regretté Nicos Poulantzas, les contributions de Ralph Miliband, la polémique entre les communistes et les socialistes italiens commencée par N. Bobbio, la reflexion de L. Althusser sur les appareils d'Etat, etc. Une synthèse de cette thématique apparait dans le volume collectif dirigé par Nicos Poulantzas, La Crise de l'Etat, PUF, Paris, 1976. CFr. aussi Il marxismo e lo Stato de N. Bobbio et alt, "Mondoperaio", num. 4, Roma, 1976(en Espagne il a été édité sous forme de livre avec une introduction de J. Solé Tura, Barcelona, 1977. Très intéressant est aussi le livre de P. Ingrao, Masse e potere, Roma, 1977. Cfr. également S. Holland,The socialist challenge, London, 1975, et H.R. Sontag et alt, El Estado en el marxismo contemporáneo , México, 1977.

2.- Cfr.Liana Longinotti, La revolución de la mayoría, Barcelona, 1975. La version originale a été publiée dans"Studi Storici", num. 4, Roma, 1974.

3. - Cfr. Moshe Lewin, Lenin's last struggle, New York, 1968.

4.-Cfr. Stephen F. Cohen, Bukharin and the Bolshevik Revolution , A Political Biography, New York,1975.